

Paris le 16 mai 2023

Protégeons les réfugié·es d'Iran et d'ailleurs

Suite à la situation économique en Iran, et surtout suite à la répression tragique et meurtrière des manifestations antigouvernementales, de nombreuses Iraniennes et Iraniens fuient leur pays, et certain·es arrivent en France.

Si nous nous réjouissons du large soutien affiché pour les Iraniens et surtout pour les Iraniennes, aux cris de "Zan, Zéndégui, Azadi" (Femme, Vie, Liberté), nous nous interrogeons sur l'hypocrisie du gouvernement français dont ce prétendu soutien n'est pas suivi de l'effet attendu. L'une des seules prérogatives du gouvernement français pour aider les opposant·es iraniens serait de les accueillir dignement en France. Pourtant, et comme pour tou·tes les migrant·es, les réfugié·es iraniens subissent l'arbitraire et la cruauté des lois migratoires françaises.

Depuis un an, et malgré les dénégations du ministre de l'Intérieur, au moins trois personnes iraniennes ont été enfermées dans des centres de rétention administrative pour des expulsions vers l'Iran*! Des réfugié·es venu·es d'Iran effectuant aujourd'hui leur première demande d'asile devront attendre pendant des mois une simple convocation à l'OFPRA puis, si elle suivie d'une décision favorable, des mois supplémentaires pour obtenir un titre de séjour, à condition qu'ils parviennent à fournir la liste kafkaïenne des documents requis. Pendant ce temps, leur vie est faite de stress et de précarité: c'est indigne de l'accueil de réfugié·es qui fuient des persécutions, des détentions arbitraires, des mauvais traitements, et parfois la mort.

Pour les réfugié·es iraniens, comme pour les afghan·es et tou·tes les autres, l'Union syndicale Solidaires dénonce fermement le cynisme du gouvernement français, qui prétend se placer du côté du peuple, mais fait payer aux réfugié·es les conséquences de sa politique raciste anti-migratoire, destinée à séduire l'extrême-droite.

Dans l'urgence, et comme le gouvernement a très bien su le faire pour les réfugié·es ukrainien·es, nous exigeons la fin des notifications d'expulsion et demandons à ce qu'il s'engage au plus vite à faire bénéficier les réfugié·es, d'Iran et d'ailleurs, d'un droit d'asile digne, sécurisé, inconditionnel et simplifié.

* Communiqué inter associatif : La France persiste à vouloir expulser vers l'Iran - Cimade, Amnesty International France, Collectif Iran Justice, 3 mai 2023 : <https://www.lacimade.org/presse/communiqué-inter-associatif-la-france-persiste-a-vouloir-expulser-vers-liran/>